



HAL
open science

La presse écrite allemande et la PESD

Delphine Deschaux-Beaume

► **To cite this version:**

Delphine Deschaux-Beaume. La presse écrite allemande et la PESD. Opinion publiques et Politique Européenne de Sécurité et de Défense Commune : acteurs, positions, évolutions., Bruylant, 2010. ⟨halshs-01795650⟩

HAL Id: halshs-01795650

<https://shs.hal.science/halshs-01795650v1>

Submitted on 18 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La presse écrite allemande et la PESD

Delphine DESCHAUX-BEAUME¹

La Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) n'est pas un sujet qui déchaîne les passions au sein de l'opinion publique, d'autant plus qu'il n'y a pas encore eu de morts « européens » médiatiques tombés sous la bannière étoilée². Cette politique intergouvernementale paraît aujourd'hui encore, malgré les nombreuses opérations civiles et militaires qu'elle a engagées (plus d'une vingtaine depuis 2003), mal connue des citoyens européens et souvent même des soldats qui n'en sont pas directement partie prenante, alors même que les sondages révèlent des avis favorables à son sujet³. Et pourtant, la presse écrite quotidienne parle de politique européenne de défense, et tout particulièrement en Allemagne. Car il existe bien un lectorat pour le sujet PESD, notamment parce que le rôle des armées, et spécifiquement celui de la Bundeswehr, a changé, et que l'Europe de la Défense se construit depuis dix ans. Le cas de l'Allemagne, et de l'étude des articles de presse quotidienne allemande sur les sujets militaires, est particulièrement intéressant dans la mesure où en République fédérale, l'armée n'est guère vue comme un instrument « naturel » de la politique nationale. Les traumatismes laissés par le militarisme prussien, et l'usage de l'outil militaire à l'ère hitlérienne, sont venus contredire Clausewitz dans l'Allemagne réunifiée de l'après-guerre froide. L'armée a d'ailleurs changé de nom à chaque rupture politique : « l'armée du Reich » est devenue la *Bundesheer* sous Guillaume II, puis la *Reichswehr* avec la République de Weimar, la *Wehrmacht* sous le 3^{ème} Reich, et enfin la Bundeswehr créée en 1955 dans le cadre de l'Alliance atlantique à laquelle elle fut immédiatement intégrée. La Bundeswehr se perçoit ainsi comme une sorte d'« *armée sans tradition* »⁴, qui se heurte encore souvent à la méfiance de l'opinion publique. Toutefois, l'Allemagne participe activement à la politique européenne de défense depuis sa création au sommet européen de Cologne en juin 1999. Le sujet est devenu plus présent sur la scène médiatique depuis le conflit kosovar. Il n'est qu'à taper les quatre lettres PESD⁵ dans la fenêtre « Recherche » des sites Internet de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, de la *Süddeutsche Zeitung* et de *Die Welt* pour s'en rendre compte⁶ : pour chaque site, les résultats proposent entre 50 et 70 articles traitant de ce sujet. Dès lors, il est intéressant d'examiner comment la presse quotidienne parle de PESD en Allemagne depuis 1999. Quels sont les principaux arguments et points de vue développés dans les quotidiens d'outre-Rhin ? Qui en parle dans les quotidiens allemands de référence ? Qu'est-ce que cela nous apprend des relations entre armée et pouvoir politique en Allemagne, et plus largement sur l'opinion publique allemande face aux questions de sécurité européenne et internationale ?

¹ Docteure en science politique, chercheuse associée au laboratoire PACTE-Politiques, organisations, IEP de Grenoble et chargée de mission pour le réseau UNESCO-Ecole de la Paix..

² Lors des opérations militaires Concordia, Althea, Artémis, EUFOR Congo ou encore EUFOR-Tchad..

³ Philippe Manigart s'appuie sur les sondages Eurobaromètres 2000 pour montrer que les Européens accordent leur confiance aux armées à 71% au sein de l'UE en 2001, les taux de confiance respectif des Français et des Allemands envers leurs armées s'élevant à 68% et 72%. En outre, l'étude montre que 73% des Européens interrogés sont favorables à la création d'une force de réaction rapide européenne au sein de l'UE, ce taux s'élevant à 81% en France contre 70% en Allemagne. Philippe Manigart, « L'opinion publique et l'Europe de la Défense », Communication présentée lors du symposium « Opinion publique et Europe de la Défense : convergence ou divergence ? », organisé à l'initiative d'André Flahaut, Ministre de la Défense, Bruxelles, 3-4 avril 2001.

⁴ Cf. Paul Klein, *Das Ende der Nationalarmee ?*, Arbeitspapier n°101, Strausberg, SOWI, April 1997.

⁵ ESVP en allemand.

⁶ Respectivement www.faz.net, www.sueddeutschezeitung.de et www.welt.de.

Nous analyserons dans un premier temps, après avoir brièvement exposé notre démarche méthodologique, la façon dont la presse quotidienne met en sens la PESD, et les principaux arguments qui se dégagent de l'étude de la presse allemande sur ce sujet, en ciblant quelques thèmes plus précis. Cela nous permettra dans un second temps de replacer cette analyse dans le contexte plus large des liens entre presse et armée en Allemagne, et de l'attitude de l'opinion publique allemande vis-à-vis de la défense européenne. Notre méthode s'appuie ici sur une analyse de contenu d'articles de trois quotidiens allemands sur la période 1999-2009 (dont nous justifierons le choix ci-dessous), ainsi que des entretiens semi-directifs menés avec des journalistes allemands, et au *Presse- und Informationsstabes und Sprecher des Verteidigungsministeriums* (équivalent fonctionnel de la Délégation à l'Information et la Communication de Défense (DICOD) française).

1. La PESD dans la presse écrite allemande

La presse allemande a pour caractéristique d'être très lue par l'opinion publique allemande, notamment du fait de l'importance des abonnements à des quotidiens nationaux et régionaux⁷. Elle nous permet ainsi d'obtenir un bon indicateur de la façon dont la PESD est perçue et représentée outre-Rhin. La difficulté d'étudier cette presse consiste par contre en l'établissement de critères de choix des grands quotidiens à étudier. Or pour ce faire, il importe de prendre en compte non seulement la nature de ces quotidiens, mais aussi leur aura sur le marché de la presse écrite allemande, en s'appuyant sur des indicateurs comme leur lectorat notamment⁸.

2.1. Analyser la presse quotidienne allemande sur la PESD

Nous nous appuyons ici sur trois quotidiens de référence, étudiés sur une période temporelle circonscrite (1999-2009) : la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), la *Süddeutsche Zeitung* et *Die Welt*. Nous nous sommes appuyés sur des critères objectifs pour définir ce que nous entendons par quotidien de référence. Ces critères sont : la diffusion du quotidien, son audience, la structure de son lectorat (plus ou moins élitaire), son utilisation régulière par d'autres journalistes, l'établissement de cadres d'interprétation des événements (*framing ; agenda setting*) repris par d'autres médias, et la reconnaissance de la compétence de ses journalistes. De plus, il nous importait de nous appuyer sur des quotidiens dont la position idéologique n'était pas trop marquée par un parti politique. La FAZ est globalement plutôt lue par les cadres industriels et libéraux, et la *Süddeutsche Zeitung* par les cadres de centre gauche. Cependant, après un suivi des articles la *Süddeutsche Zeitung* et de la FAZ sur le sujet de la PESD plusieurs mois, il apparaît que le traitement de la question ne montre pas de différence radicale. Les prises de positions sont rares et ne semblent pas corrélées avec l'orientation idéologique des quotidiens examinés. C'est pourquoi nous avons ajouté les articles de *Die Welt*, quotidien de tendance plutôt conservatrice, très intéressant sur ce sujet

⁷ Pierre Albert, Ursula Koch, *Les médias en Allemagne*, Paris, PUF, 2000, pp. 84-85 et Pierre Albert, Ursula Koch (dir.), *Les médias et leur public en France et en Allemagne.*, Paris : Edition Panthéon Assas, Coll. « Information et communication », 2003.

⁸ Globalement, le lectorat allemand se caractérise par une certaine stabilité : une étude de 2003 chiffrait à 371 le nombre d'exemplaires de journaux distribués pour 1000 habitants en Allemagne. Cf. Ernst Ulrich Grosse, Ernst Seibold (dir.), *Presse française, presse allemande. Etudes comparatives.*, Paris : L'Harmattan, 2003.

spécifique parce que les propos tenus sont plus tranchés. L'analyse de la presse quotidienne allemande et des pratiques d'écriture de ses journalistes offre un éclairage intéressant pour saisir la façon dont la PESD est perçue et représentée dans les quotidiens rhénans : les articles sont en général relativement descriptifs et les journalistes recourent beaucoup au discours indirect, ne prenant guère position par l'introduction de critiques ou de phrases de distanciation ; leurs commentaires sont clairement signifiés par la mention *Kommentar* en haut de l'article, qui indique que le journaliste se livre alors à une analyse personnelle et prendra davantage de distance par rapport à l'action de son gouvernement.

Ces précisions méthodologiques apportées, nous nous interrogeons à présent sur la façon dont la presse quotidienne allemande parle de PESD depuis son lancement en juin 1999.

1.2. Les représentations de la PESD à travers la presse allemande : entre européenisme et atlantisme

Comment les journalistes allemands parlent-ils de PESD ? Quels sont les principaux arguments mobilisés et de quelle façon le sont-ils ? Comment recueillent-ils les informations ? En ce qui concerne les sources, l'importance du réseau et des contacts informels est indéniable et souligne en même temps le problème inhérent à toute tentative de parler des questions de défense, même quand il s'agit de questions à faible potentiel polémique comme la politique européenne de défense : le problème du *off*. Les sources officielles -le *Presse- und Informationsstabes und Sprecher des Verteidigungsministeriums*- apportent les informations que le Ministère de la Défense concède officiellement aux journalistes. Les militaires donnent en général beaucoup d'informations officielles afin de favoriser la communication des armées avec la société civile. Du fait de son passé, l'armée allemande s'est ouverte à la presse beaucoup plus tôt et beaucoup plus profondément que les autres armées européennes. En outre, depuis les années 1990, la guerre est devenue de plus en plus *high tech*, mettant l'accent sur l'importance des moyens de communication. La communication est conçue comme une composante des opérations extérieures. Une autre source officielle majeure est l'Union Européenne elle-même : le service de presse de Javier Solana à Bruxelles prend à son compte beaucoup de communications sur la PESD et informe les journalistes. Toutefois, la part des sources *off* est considérable : canaux d'information primaire composés de militaires et de civils travaillant dans les différents organes chargés de politique de défense, les contacts avec les informateurs officieux passent aussi par des invitations à des colloques, des réunions.

Une fois les informations collectées, comment représente-t-on la PESD dans la presse écrite allemande ? Nous nous sommes appuyés sur deux thèmes discriminants qui sous-tendent le développement de la PESD depuis 1999 : les opérations militaires conduites par l'Union Européenne, et la relation UE-OTAN. Plus précisément, nous avons confronté les articles de la *Süddeutsche Zeitung*, de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et de *Die Welt* sur deux points principaux : les opérations européennes en Afrique (celles qui suscitent le plus de réactions outre-Rhin, et qui par conséquent permettent de mieux cerner la façon dont la presse, et plus largement l'opinion publique allemandes, se représentent les opérations extérieures hors zone OTAN) et les relations PESD-OTAN en prenant en compte notamment le débat autour d'un quartier général européen (qui existe au sein de l'Etat-Major de l'Union Européenne depuis le 1^{er} septembre 2005 sous le vocable de « Cellule civilo-militaire et centre de planification d'opérations ») lancé lors du Sommet des Chocolatiers d'avril 2003⁹.

⁹ Ce sommet à l'initiative du ministre de la Défense belge Guy Verhofstadt a réuni à Tervuren la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg en pleine crise irakienne afin de faire avancer la PESD, avec

Plus spécifiquement, les opérations Artémis, EUFOR-Congo et EUFOR-Tchad/RCA représentent une base de travail judicieuse dans la mesure où ces opérations sont doublement emblématiques : opérations militaires européennes autonomes, c'est-à-dire sans recours aux moyens de planification de l'OTAN, elles se sont déroulées en 2003, 2006 et 2008 en Afrique, zone particulièrement sensible pour la politique étrangère allemande, ce qui peut donc être révélateur d'une d'envisager la défense européenne. Les arguments mobilisés dans la presse allemande en ce qui concerne les trois opérations, et tout particulièrement en 2006 pour l'opération EUFOR Congo, les arguments les plus fréquemment mobilisés mettent en avant d'un côté l'importance pour la PESD de conduire des opérations militaires, mais en même temps le problème de l'autonomie européenne vis à vis de l'Alliance atlantique, et dans les cas d'Artémis et EUFOR, des arguments spécifiques à la nature du terrain d'engagement des soldats allemands : le danger du terrain africain et l'inexpérience de la Bundeswehr en Afrique et la problématique des enfants soldats. Un entretien avec une diplomate allemande anciennement en poste au Rwanda permet de confirmer l'analyse de la presse écrite :

*« En Allemagne les hommes politiques redoutent la mort de soldats allemands. Il y a aussi de grosses discussions sur le thème des enfants-soldats: cette question est très importante pour les médias allemands car l'Allemagne n'a aucune expérience en Afrique. »*¹⁰

Les arguments éthiques, moraux et humanitaires sont néanmoins tempérés par la présentation de l'Union Européenne comme un acteur de paix (*Zivilmacht*), une conception différente de la conception française d'Europe-puissance. De même, l'opération de lutte contre la piraterie maritime EUNAVFOR Atalanta lancée fin 2008 attire des commentaires alarmistes, en particulier dans *Die Welt* : un article de novembre 2008 qualifie la côte somalienne le long de laquelle se tient l'opération de « côte la plus dangereuse du monde »¹¹. Et en parallèle, la presse, à l'occasion de cette opération, a également été amenée à soulever un problème de fond qui se pose pour la *Bundeswehr* en cas de nécessité de réaction rapide européenne (l'Allemagne étant partie prenante de plusieurs groupements tactiques) : le fait que les règles d'engagement allemandes sont extrêmement contraignante (en l'occurrence, un article d'octobre 2008 publié dans *Die Welt* souligne que les pirates somaliens se sont moqués des soldats allemands car il savent effectivement que ces soldats ne doivent pas tirer)¹². Plus prosaïquement, la presse allemande ne se fait ici que le relais du discours que l'on peut obtenir tant chez les décideurs politiques allemands, que chez les citoyens comme nous le verrons plus bas : le terme d'« intervention » est négativement connoté en Allemagne, car souvent associé avec l'attaque.

Une autre question ressort massivement de l'analyse de la presse quotidienne allemande sur le sujet de la défense européenne : celle de la relation de l'UE à l'OTAN, et en creux la question de l'autonomie européenne en matière de sécurité. La question du positionnement de la défense européenne vis-à-vis de l'OTAN est englobante : elle embrasse nombre de points tels la Cellule civilo-militaire, les opérations militaires et le mécanisme Berlin Plus qui permet à l'Union de recourir aux moyens communs de l'Alliance (opérations

notamment deux projets phares : la création d'un QG européen à Bruxelles et la création d'un Collège Européen de Sécurité et de Défense.

¹⁰ Entretien avec la seule diplomate affectée au *Planungsstab*, Ministère fédéral de la Défense, Berlin, 12/05/2006. Un diplomate français interrogé à Berlin à la même période souligne même la dimension « apocalyptique » des scénarios dérivés dans la presse allemande.

¹¹ Ansgar Graw, Ulli Kulke, « Die gefährlichste Küste der Welt », *Die Welt*, 19/11/2008.

¹² Ansgar Graw, « Piraten machen sich über deutsche Marine lustig », *Die Welt*, 2/10/2008.

Concordia en Macédoine et Althea en Bosnie), l'Agence Européenne d'Armement, la relation aux Etats-Unis entre autres. En l'occurrence, l'analyse montre que les pratiques d'écriture entrent en congruence avec les arguments phares mobilisés : les journalistes allemands dissocient les faits de leurs commentaires personnels, et manifestent implicitement un attachement de nature moins idéologique et plus rationnel à la PESD que l'on ne peut le trouver dans la presse écrite française : ils insistent plutôt sur l'idée d'une PESD forte afin que l'UE puisse devenir un véritable partenaire pour les Etats-Unis et que l'OTAN soit un forum de dialogue équilibré entre les deux rives de l'Atlantique. Néanmoins, la crise irakienne marque une évolution vers une de presse plus fermement attachée à une PESD forte à partir du premier trimestre 2003. La création de la Cellule civilo-militaire, embryon de QG européen, est d'ailleurs présentée comme un élément important pour la PESD, qui n'entre pas en concurrence avec l'Alliance¹³. Les journalistes allemands traduisent en fait, par leur écriture relativement prudente et descriptive, toute l'ambiguïté que représente la PESD pour les responsables politico-militaires allemands, tiraillés entre la nécessaire fidélité au partenaire français, le loyalisme envers les Etats-Unis hérité de l'histoire récente, l'attention portée à l'OTAN au sein de laquelle l'Allemagne a pu dès 1955 regagner une armée, et les potentialités d'influence internationale accrue dans le cadre de la construction européenne avec la PESD. Nombre d'articles de presse insistent d'ailleurs sur la nécessité de développer davantage les aspects civils de la PESD, et d'impliquer plus fortement la Commission dans l'action extérieure de sécurité de l'Union Européenne afin de pouvoir « être plus que paraître » sur la scène internationale¹⁴. En outre, la question du budget militaire ressort nettement dans un certain nombre d'articles, et les articles sur la défense européenne fournissent à maintes reprises l'occasion de souligner l'inadéquation des réformes nationales de la *Bundeswehr* largement basée sur la conscription et de l'outil militaire allemand au vu des défis géostratégiques actuels¹⁵.

Pour résumer, la presse allemande (ou au moins les trois quotidiens étudiés) met en avant l'ambiguïté de la position de la République fédérale en ce qui concerne la Politique Européenne de Sécurité et de Défense qui ressort bien, également, lorsque l'on interroge des acteurs politico-militaires (politiques, diplomates, militaires) outre-Rhin sur le sujet¹⁶ : la PESD est perçue et représentée à la fois comme une façon de consolider la construction européenne, en vue d'aboutir à une communauté politique intégrée à long terme, et en même temps cette politique européenne de défense ne saurait remplacer le lien transatlantique, lien considéré comme le garant ultime de la sécurité en Allemagne, et qui s'accommode mal des velléités européennes jugées parfois trop indépendantistes des dirigeants politico-diplomatiques français. S'il se dégage un consensus sur le fait que la PESD doit exister et se développer, ses coûts et avantages dans le domaine des opérations ou de l'armement par exemple alimentent davantage le débat, sans pour autant pouvoir parler de polémiques.

Un autre trait marquant ressort lorsque l'on étudie la façon dont la presse écrite d'outre-Rhin traite de PESD : il s'agit du recours fréquent à la parole d'experts et de responsables politico-institutionnels.

¹³ La CDU, traditionnellement davantage pro-américaine que le SPD, a toutefois manifesté quelques craintes au départ.

¹⁴ Cf. deux exemples parmi de nombreux : Wilfried Loth, « Auswärtiger Dienst der EU : unabhängig oder im Dienst der Kommission ? », *Franzfurter Allgemeine Zeitung*, 3.03.2005 et « Mehr Sein als Scheinen. Die EU als globaler Akteur und institutioneller Gestalter », *Franzfurter Allgemeine Zeitung*, 15.10.2008.

¹⁵ Pour ne citer qu'un exemple : Nico Fried, « Eingeständnis der Schwäche », *Süddeutsche Zeitung*, 4.06.2003.

¹⁶ Nous avons eu l'occasion, dans le cadre de notre travail de recherche doctorale entre 2004 et 2008, de réaliser une soixantaine d'entretiens avec des acteurs politico-militaires allemands travaillant quotidiennement dans le cadre de la PESD à Berlin, Bonn et Bruxelles.

2.3. Le recours aux experts et aux tribunes interviews de responsables politico-militaires : une légitimation symbolique de la PESD

Les experts convoqués dans la presse quotidienne allemande sont en général issus de *think tanks* comme la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP) ou de la *Stiftung für Wissenschaft und Politik* (SWP) notamment. Or quel est le rôle de l'expression d'une expertise scientifique dans la presse quotidienne ? L'expertise est ici un outil pour définir les contours de l'objet. Dans un monde qui vit de plus en plus à une échelle multinationale, l'expertise scientifique sur l'idée que l'UE a besoin de la PESD pour pouvoir devenir un acteur international à part entière, un partenaire des Etats-Unis sur un pied d'égalité, vise à construire une identité européenne de sécurité. Les discours d'experts permettent de forger le visage de « l'ennemi »¹⁷, diffus mais existant : terrorisme, prolifération nucléaire, instabilités régionales... Pourquoi l'Union Européenne construirait-elle une PESD si les défis de sécurité, civils et militaires, étaient inexistantes ? L'expression d'experts dans les quotidiens allemands concernant le thème de la défense européenne constitue un moyen de légitimer la PESD en faisant prendre conscience publiquement qu'il existe un problème global de sécurité sur lequel l'UE se doit d'envisager des solutions : le discours scientifique crée un cadre cognitif dans lequel vient s'inscrire le problème public, au sein duquel peut se développer une conception de plus en plus homogène des solutions potentielles¹⁸. En outre, ces propos d'experts -nationaux ou internationaux- viennent alimenter le débat pour montrer que la PESD est une politique dynamique : les experts sont sollicités par les journalistes dans un but d'information du lectorat. Les journalistes côtoient ces experts par le biais de réseaux d'interconnaissances, entretenus notamment par la participation à des colloques. Dans le même ordre d'idée, l'expression dans la presse d'experts « praticiens » de la PESD au quotidien, qu'ils soient militaires, diplomates ou chargés de mission au sein des Ministères de la Défense et des Affaires Etrangères, ajoute une dimension vécue. La PESD se donne ainsi à voir non comme une politique sans visage, mais un processus incarné par des hommes et des femmes.

De la même façon, l'expression des hommes politiques tels les ministres de la Défense ou des Affaires Etrangères, et de hauts responsables politico-militaires à travers des tribunes et des interviews joue un rôle symbolique : leur prise de parole vient légitimer la construction de la défense européenne, notamment aux périodes où il existe des tensions entre partenaires Européens comme cela fut le cas lors de la crise irakienne en 2003 entre autres. La PESD restant finalement assez méconnue des citoyens, certains temps forts (Sommet européens ou de l'OTAN, opérations et missions civilo-militaires européennes) sont autant d'occasions de proposer un plaidoyer pour la PESD et de la mettre en scène afin d'en affermir la crédibilité pour les dirigeants politiques qui la façonnent¹⁹, ou au contraire d'en montrer les limites pour les parlementaires verts du Bundestag en particulier²⁰. Le leadership de la PESD n'étant pas donné de fait, le discours dominant chez les hommes politiques et les notables militaires qui

¹⁷ Cf. Lucien Sfez, *La symbolique politique*, 2^{ème} éd. corrigée (1^{ère} ed : 1988), Paris, PUF., pp. 97-99.

¹⁸ Cf. James Gusfield, *The culture of public problems: Drinking-driving and the symbolic order.*, Chicago: The University of Chicago press, 1981, p. 15 et suiv.

¹⁹ Rudolf Scharping, ministre allemand de la Défense entre 1998 et 2002, évoquait l'opérationnalité de l'UE en matière de défense dès 1999 en affirmant que « Rien n'est plus fort qu'une idée dont le temps est venu. » En allemand : « Nichts ist stärker als eine Idee, deren Zeit gekommen ist. » Rudolf Scharping, « Europa wird handlungsfähig », *Die Welt*, 8.01.1999.

²⁰ Les Verts allemands ont en effet à diverses reprises eu l'occasion de critiquer l'opération EUFOR Congo en 2006, ou encore la mission d'observation européenne en Géorgie en septembre 2008.

interviennent dans la presse quotidienne tend à ériger la PESD en instrument majeur concourant à faire de l'UE un acteur international de premier plan, construisant ce rôle de leadership pour l'Europe. Ce rôle symbolique transparaît d'autant plus que les journalistes allemand donnent aussi la parole à des acteurs européens tels Javier Solana, le général Schuwirth²¹, ou leurs ambassadeurs au Comité Politique et de Sécurité entre autres.

Dès lors, quelles perspectives générales peut-on tirer de l'analyse de la presse allemande sur le sujet de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense concernant les liens entre presse et armée, et plus largement opinion publique et questions de défense européenne en Allemagne ?

2. L'opinion publique allemande et la défense : un sujet encore sensible

L'analyse de la presse écrite et des arguments mobilisés autour de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense ne nous informent pas seulement sur la façon dont la presse allemande donne à voir cette politique européenne d'un type inédit, mais elle nous apporte également des éléments de compréhension sur le lien entre armées et médias en Allemagne, et plus globalement sur l'attitude de l'opinion publique allemande vis à vis de ses questions de défense européenne. L'opinion publique allemande est d'autant plus à prendre en considération sur les questions de sécurité outre-Rhin que la Bundeswehr se veut une armée de « citoyens en uniformes »²².

2.1. Un regard sur les liens presse-armée en Allemagne

Les entretiens menés révèlent une forme de méfiance des militaires vis-à-vis des journalistes. Cette méfiance alimente chez les militaires un intense système de communication tournée vers l'extérieur en vue de se rendre visible auprès de l'opinion publique sans passer par le miroir déformant des médias. Sur cette question, armées françaises et allemandes rivalisent d'imagination : CD-Roms interactifs, sites Internet, brochures en couleur, bulletins spécialisés... Les journalistes sont parfois perçus comme manquant de compétence sur les questions militaires, et surtout comme partant avec un a priori négatif sur l'armée. Réalité ou déformation de la perception, cela tient sans doute également au métier de journaliste qui est basé sur une « éthique de la transgression »²³. Et en même temps, la presse offre une tribune de visibilité pour les hauts responsables militaires, comme nous l'évoquions dans la deuxième partie. C'est à la fois une relation de subordination réciproque entre l'armée et les médias qui transparaît ici tant en France qu'en Allemagne, et une forme de rationalisation de la relation entre les communicants de l'armée et les journalistes professionnels.

Les militaires sont considérés comme des « citoyens en uniforme » : « militaires sous contrôle et citoyen[s] comme [les] autre[s] »²⁴, ils jouissent d'une liberté d'expression élargie, garantie par l'article 5 de la Loi Fondamentale²⁵, afin de préserver le lien entre l'armée et la

²¹ Premier Chef de l'Etat-Major de l'Union Européenne de 2000 à 2004.

²² Christophe Pajon, *Forces armées et société dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001.

²³ Cf. Jean Bourdon, « Les médias, une éthique de la transgression », *Réseaux*, 78, 1996, pp. 61-79.

²⁴ Cf. Christophe Pajon, op. cit., pp. 245-282.

²⁵ Cet article dispose que tout citoyen a le droit d'exprimer son opinion librement par des mots, des écrits ou des images, et l'Etat doit veiller au respect de cette liberté.

société. Il peut ainsi arriver que des officiers prennent publiquement position contre une décision du gouvernement : c'est le cas par exemple en ce qui concerne la réforme de la *Bundeswehr* par Rudolf Scharping en 2000-2001, qui a conservé la conscription²⁶. La *Bundeswehr* tendait même à considérer la presse écrite comme son média de prédilection dans les années 1980²⁷.

Plus largement, l'étude des articles de presse et des entretiens permet de saisir combien divergent encore la place des armées et des opérations militaires dans la société et l'opinion publique entre les pays d'Europe. Le cas de l'opération européenne au Congo à l'été 2006 fournit un exemple éclairant. Si le lancement de l'opération EUFOR au Congo a fait relativement peu de bruit dans la presse française, étant considérée comme « naturelle », il n'en va pas de même en Allemagne. Elle a provoqué des prises de positions réticentes du ministre de la Défense contre Javier Solana au début de l'année, la véhémence du syndicat de la *Bundeswehr* contre cet engagement au nom de l'inexpérience de l'Allemagne en Afrique, de la problématique des enfants-soldats et de considérations budgétaires notamment. Le *Bundestag* a finalement approuvé la participation de la *Bundeswehr* à l'opération EUFOR en mai 2006. Le débat qui apparaît dans la presse allemande ne montre pas de réelle prise de position des journalistes, et s'explique par le processus décisionnel allemand en matière de défense : le rôle du *Bundestag* est très fort en la matière, comme nous le verrons plus loin. Cet exemple montre combien les opérations militaires sont encore problématiques pour l'opinion publique allemande, et combien la *Bundeswehr* a intérêt à communiquer avec sa société d'appartenance à travers les médias afin de maintenir ce lien vital.

2.2. Opinion publique allemande et défense européenne : récentes tendances

Il y a plus de 2500 ans, le stratège chinois Sun Tze notait déjà que « *l'harmonie du peuple avec ses dirigeants* » était la première condition de l'action extérieure d'un Etat²⁸. L'opinion publique peut exercer plusieurs types d'influences sur l'action militaire: influence par anticipation comme dans les cas des refus d'intervention dans les Balkans en 1991 et en Irak en 2003 pour l'Allemagne ; influence directe dans le cas des opérations humanitaires comme celle au Rwanda, celle au Congo en 2006 pour l'Allemagne ou encore celle menée au Tchad actuellement au regard de la problématique humanitaire au Darfour. L'opinion publique est en effet susceptible d'exercer une pression sur le pouvoir pour ou contre une intervention armée²⁹.

L'opinion publique allemande est encore relativement réticente à l'engagement militaire des troupes fédérales dans des missions de combat³⁰, même sous la bannière

²⁶ Cf. en particulier l'article du Capitaine Jürgen Rose « Schafft endlich die Wehrpflicht ab ! » (littéralement: « Abolissez la conscription ! ») publié dans *Die Welt* le 12 septembre 2001 : la conscription ne permet pas à l'Allemagne de s'adapter pleinement aux exigences de la PESD et de l'OTAN.

²⁷ Cf. Joachim Kannicht, *Die Bundeswehr und die Medien., Material ur Presse und Öffentlichkeitsarbeit in Verteidigungsfragen*, Regensburg: Walhalla U. Praetoria Verlag, 1982, pp. 232-234.

²⁸ Sun Tze, *L'art de la guerre*, cité in Jean-Jacques Roche, *Théorie des relations internationales*, op. cit.

²⁹ Cf. Samy Cohen, *L'opinion, l'humanitaire, et la guerre*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1996.

³⁰ Mais globalement, l'opinion publique allemande accepte davantage qu'il y a encore quelques années les opérations extérieures de la *Bundeswehr*, au vu de la fragilisation de la condition humaine par les crises de toutes sortes. Un sondage de la Bertelsmann Stiftung en 2006 montre que 7% des Allemands contre 28% des Français interrogés considèrent le pouvoir militaire comme un attribut essentiel d'une puissance mondiale au XXI^{ème}.

européenne. Elle se caractérise par des tendances pacifistes déclinantes mais encore prégnantes : en 2005, 43% des Allemands interrogés estimaient que l'Allemagne devrait se concentrer sur ses propres problèmes et s'abstenir de s'immiscer dans les crises d'autres Etats, contre 34% qui plaidaient pour une participation active de l'Allemagne à la résolution des crises d'Etats tiers³¹ :

« Cela tient notamment en Allemagne à ce que les soucis des citoyens arrivent en temps réel au Bundestag : le contrôle du gouvernement y est beaucoup plus strict que dans d'autres pays d'Europe par le Parlement, et le Parlement est beaucoup plus influencé par les débats qui ont lieu au sein de l'opinion publique. »³²

En effet, le Bundestag doit obligatoirement donner son accord et joue un rôle déterminant dans le mandat de la mission de la Bundeswehr en opération, comme le montre l'exemple de l'opération EUFOR Congo : le 17 mai 2006, 440 députés ont approuvé l'envoi de 780 soldats allemands à Kinshasa contre 135 contre et 6 abstentions essentiellement parmi les Verts, les Libéraux (FDP) et la SPD³³. La Bundeswehr, pour des raisons historiques évidentes³⁴, est une armée de parlement (*Parlamentarmee*) et ne peut envoyer de soldats sur des théâtres d'opération sans vote au Parlement : « *Le ministère fédéral de la Défense de son côté est beaucoup sous tutelle du Bundestag.* »³⁵. La cours constitutionnelle de Karlsruhe a certes levé la contradiction constitutionnelle qui pesait sur l'emploi de la Bundeswehr à l'extérieur du territoire allemand en 1994, mais le Bundestag doit approuver à la majorité simple tout engagement de l'armée allemande dans une opération extérieure, qu'elle soit militaire ou humanitaire. De même, le ministre des Affaires étrangères Steinmeier rappelait en 2007 :

« Le Parlement doit exprimer son approbation pour l'intervention à l'étranger des Forces armées fédérales. Il ne s'agit en aucun cas de formules abstraites de droit constitutionnel, lourdes et exigeant beaucoup de temps; il en va au contraire de l'essence de notre conception de la constitution. L'approbation du Bundestag constitue la légitimation de l'intervention et l'assurance personnelle de chaque soldat sur le terrain.»³⁶

Ce poids majeur du parlement se combine d'ailleurs avec les réticences de l'opinion publique allemande face aux interventions militaires et aux organisations de sécurité. Certes au fil des opérations auxquelles la Bundeswehr participe, l'opinion publique apprend³⁷. Néanmoins le poids de l'héritage historique persiste : comme le montre la participation allemande à la FINUL au Liban en septembre 2006, mission pour laquelle la priorité politique allemande consistait à éviter que la Bundeswehr n'opère sur le même théâtre que des forces israéliennes pour des raisons historiques évidentes, l'usage de la force n'est pas encore perçu comme entièrement naturel en politique étrangère allemande. D'ailleurs même si en 2004, 87% des

siècle. C. Josef Janning, « L'Allemagne et le renouvellement de la stratégie nucléaire française », in *Défense nationale et sécurité collective*, n° 2, 2006, p. 5.

³¹ Cf. Thomas Bulmahn, *Bevölkerungsumfrage 2005. Repräsentative Befragung zum sicherheits- und verteidigungspolitischen Meinungsbild in Deutschland., Ergebnisbericht*, SOWI, Strausberg, août 2005, p. 8 et 23 ; Samy Cohen, *L'opinion, l'humanitaire, et la guerre*, op. cit., pp. 83-100

³² Entretien avec l'Ambassadeur allemand à Paris, ambassade d'Allemagne, Paris, 06/06/2006.

³³ La revue parlementaire *Das Parlament* a consacré un dossier complet au débat dans son édition du 6-12/06/2006, en confrontant les points de vue des parlementaires.

³⁴ Cf. Rudolf von Thadden, « Les Allemands et leur histoire : l'évolution de la conscience historique après 1945 », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 55 (1), 1999, pp. 91-94.

³⁵ Entretien à la Délégation aux Affaires Stratégiques, Ministère de la Défense, Paris, 9/01/2007.

³⁶ Discours prononcé par Frank-Walter Steinmeier, ministre fédéral des Affaires étrangères, à l'occasion de l'ouverture de la conférence de la PESD au ministère fédéral des Affaires étrangères, à Berlin, le 29 janvier 2007, www.auswaerties-amt.de

³⁷ Cf. Nina Leonhard, Gerhard Kümmel, *Death, the military and society. Casualties and civil-military relations in Germany*, SOWI-Arbeitspapier n° 140, Strausberg, août 2005.

Allemands interrogés soutenaient l'idée d'une politique européenne de défense commune³⁸, un sondage conduit en 2005 par le *Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr* montre que 43% des Allemands interrogés préfèrent voir leur pays s'abstenir d'engagements militaires internationaux (contre 34% qui prônent une politique internationale active pour l'Allemagne et 20% qui préconisent une évaluation de cette activité en fonction des situations)³⁹. En outre, en 2007, pour 68% des Allemands interrogés, l'OTAN demeure l'organisation de sécurité la plus importante en Europe, ce qui corrobore l'impression qui se dégage de l'analyse de la presse écrite⁴⁰. La même étude souligne d'ailleurs le rôle majeur joué par les médias, et en particulier la presse de référence sur laquelle nous appuyons notre présente analyse⁴¹, dans les représentations que les citoyens allemands se font des questions de sécurité, de leur armée et des questions de défense nationale et internationale. La PESD est davantage perçue comme un instrument visant à gérer en second les grands problèmes de sécurité internationale : pour environ 77 à 80% des citoyens allemands interrogés, la PESD devrait privilégier la dimension civile et humanitaire, se coordonner davantage avec l'OTAN, et n'intervenir militairement de préférence que pour des opérations de maintien de la paix⁴².

Conclusion

Les arguments de fond en faveur d'une défense européenne forte se retrouvent globalement dans la presse allemande : les journalistes allemands donnent la représentation d'une PESD comme moyen pour l'UE de prendre une part de responsabilité dans la sécurité internationale aux côtés de l'OTAN, et de devenir ainsi un véritable partenaire pour les Etats-Unis. En outre, la politique européenne de défense offre à la presse écrite allemande un moyen double de soulever des questions fondamentales pour la Bundeswehr, en permettant à la fois de donner à voir des officiers et des soldats allemands comme des acteurs de la paix et de la construction européenne à part entière, mais en pointant également les nécessités de réforme de l'armée que la PESD implique en termes de modernisation notamment, faisant peser sur le budget de la République fédérale des exigences souvent difficilement compréhensibles par une opinion publique frappée par la crise et soucieuse de bien-être social et économique avant tout. Ainsi, l'hypothèse formulée par Bastien Nivet d'une « appropriation nationale » de la PESD dans les débats publics nous semble se vérifier⁴³. Cela pose *in fine* la question des outils développés au sein de la politique européenne de défense et de leur justification devant les opinions publiques nationales. L'utilisation de ces outils est perçue de façon différente entre les Européens même s'ils conduisent des opérations communes.

³⁸ Eurobaromètre 62.

³⁹ Cf. Thomas Bulmahn, id., p. 8.

⁴⁰ Cf. Thomas Buhlman et al., *Sicherheits- und verteidigungspolitisches Meinungsklima in der Bundesrepublik Deutschland. Ergebnisse der Bevölkerungsumfragung 2007 des Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr*, SOWI, Strausberg, Forschungsbericht 86, September 2008, p. 175.

⁴¹ Le terme exact utilisé en allemand est : « überregionalen Qualitätszeitungen », soit littéralement les journaux de qualités supra-régionaux. Thomas Buhlman, id., p. 21.

⁴² Thomas Buhlman et al., id., p. 183. Il est d'ailleurs frappant de noter que 63% des Allemands interrogés lors de ce sondage confie n'avoir jamais entendu parler de la PESD. Et parmi les 11% qui déclarent savoir ce qu'est la PESD, seuls 35% des interrogés approuvent la participation allemande aux groupements tactiques de l'UE. Id., pp. 184-185.

⁴³ Bastien Nivet, *La défense dans les débats publics en Europe*, Paris : Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la défense, Coll. « Les documents du C2SD », n° 71, 2004, pp. 137-154.